



l'étincelle

Stratégie patronale :
De Meo-lir des
emplois pour
refaire des profits

lanticapitaliste.org pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire mardi 19 janvier 2021

Un virus peut en cacher un autre

Michelin, Renault, Bridgestone, Total, Sanofi, TUI... Pas une journée ne se passe sans une annonce de suppressions d'emplois. La faute au corona ? A la transition énergétique ? A la concurrence étrangère ? Des prétextes qui masquent une offensive du patronat pour défendre ses marges en sacrifiant les emplois. Comme pour le Covid, il serait pourtant temps de déclarer la guerre aux suppressions d'emplois. Il n'y a aucune fatalité : la mobilisation collective du monde du travail pourrait stopper cette hécatombe.

Un million de chômeurs en plus

Un virus se répand, celui des licenciements, sans qu'aucun vaccin ne soit à l'étude. La liste des suppressions de postes s'allonge mais, à les entendre, aucun grand groupe ne licencie. Immaculée Conception de chômeurs, baptisée « zéro licenciements » par Total, qui s'apprête à supprimer 700 emplois à la raffinerie de Grandpuits (77).

Les combines ne manquent pas pour licencier sans licencier, sans payer le coût associé d'un plan dit social : départs au volontariat forcé, ruptures conventionnelles individuelles ou collectives, restructurations qui poussent à la démission, licenciements sous prétexte disciplinaires, fins de mission d'intérim ou de CDD, etc.

Une hécatombe dont les effets se cumulent avec les faillites de petites entreprises et les coupes incessantes dans des services publics : les suppressions d'emploi à la SNCF représentent l'équivalent de trois Bridgestone chaque année depuis vingt ans.

Avec la bénédiction de l'État

Ce chômage de masse est une opportunité pour imposer baisses de salaire et dégradations des conditions de travail. Et qu'importent ses effets dévastateurs : les queues qui s'allongent devant les soupes populaires, le désespoir de la jeune « génération Covid » ou la montée des idées obscurantistes qui fleurissent sur le terreau de la misère.

Le gouvernement accompagne, justifie et subventionne ce crime social. Aides publiques, baisse des impôts sur les sociétés, prêts garantis et crédits d'impôts (notamment à Total et Renault pour la prétendue « transition énergétique »). Sa politique consiste à faire payer au contribuable les licenciements dans les grands groupes.

Mais les ministres jouent la comédie du « patriotisme économique ». Bruno Le Maire se vante d'avoir repoussé l'envahisseur québécois qui voulait racheter Carrefour. Ce Carrefour bien

français, qui touche des millions de l'État, a supprimé 3000 emplois en 2019. Son concurrent Auchan, bleu-blanc-rouge lui aussi, a supprimé 1 500 postes cette année, tombés pour enrichir la famille Mulliez. La lutte pour l'emploi est une lutte de classe, salariés contre patronat, la nationalité des uns ou des autres n'y change rien.

Vaccin anti-licenciement et partage du travail

Il n'y a aucune fatalité. Records en bourse, record de milliardaires : de l'argent, il y en a. C'est une affaire de choix politiques. Les travailleurs ont les moyens d'imposer les leurs, même en pleine pandémie. Sans attendre après les promesses électorales qui commencent déjà, sans croire aux mensonges nationalistes, sans illusions sur la « tactique » prônée par tant de dirigeants syndicaux, qui ne proposent que de négocier, entreprise par entreprise, des sacrifices pour les travailleurs contre quelques vagues promesses : en bref, jouer aux moutons pour calmer l'appétit des loups.

Si la pandémie a montré une urgence, c'est celle d'embauches massives dans les services utiles à la population, dans tous les secteurs essentiels. Cela passe par le partage du travail entre tous sans perte de salaire, l'interdiction des licenciements et des suppressions de postes pour en finir avec le chômage. Un programme pour les luttes de l'ensemble du monde du travail.

Des syndicats appellent à une journée de grève interprofessionnelle le 4 février. Une occasion à saisir. D'ici là, les salariés du groupe de tourisme TUI, rejoints par ceux d'autres entreprises, appellent à une manifestation contre les licenciements et les suppressions d'emplois samedi 23 janvier à Paris à 14h. Des travailleurs de plusieurs entreprises de différents secteurs, syndiqués ou non, les rejoignent, notamment ceux de la raffinerie Grandpuits, en grève depuis deux semaines. Soyons-y nombreux.

Stratégie de communication

Jeudi 14 janvier, la direction de Renault s'est fendu d'un grand coup de com' pour présenter son plan stratégique depuis les studios télé à la Plaine Saint Denis. Coût de l'opération : 900 000 €. Les salariés soumis à des économies drastiques apprécieront.

De Meodies d'amour...

Jeudi matin lors de sa conférence de presse, De Meo était tout miel pour son numéro de charme face aux « investisseurs » Bank of America, JP Morgan ou Goldman Sachs. En revanche l'après-midi, lors du #ChatWithLuca, il s'est montré moins affable face aux salariés. A une question sur la perte pour Renault Sport d'être intégré dans Alpine, De Meo a répondu qu'il n'aimait « *pas trop cette question* ». L'heure n'est plus à la discussion mais à l'exécution, « *si vous ne voulez pas faire ça, vous savez ce que vous devez faire* » a menacé De Meo. Du Carlos Ghosn dans le texte.

La Software République, c'est moi !

De Meo a également annoncé le lancement de la « Software République », en partenariat avec d'autres grands groupes comme Orange, Dassault Systèmes ou Atos, avec qui Renault est prêt à partager 100 000 m2 de ses locaux, notamment au TCR : un « *laboratoire à ciel ouvert* », un « *écosystème* » ou même une « *Silicon Valley à la française* »... En fait, une externalisation croissante d'activités et une rentabilisation des espaces laissés vacants par la saignée continue des effectifs.

Parole d'expert

Sollicité en tant qu' « *expert* » du volet social du plan stratégique de Renault lors du ChatWithLuca, François Roger, le DRH de Renault, a commencé par dire qu'il n'était « *expert en rien du tout* », sûrement dans un accès de franchise. Le DRH tâchera modestement d'être à la hauteur du « *phare social* » qu'a été Renault, et de « *mener [ses] collaborateurs à une employabilité sur le long terme* » dans le cadre de la transformation des compétences. Les salariés auraient préféré plutôt un emploi à court terme.

L'Amsterdam de compagnie

Mouna Sepehri, l'ex-bras droit de Carlos Ghosn, a disparu discrètement de l'organigramme Renault. On l'a retrouvé la semaine dernière dans les bureaux des juges d'instruction chargés de l'enquête sur les malversations de l'ère Ghosn. Sepehri aurait touché indûment 500 000 euros de RNBV, la filiale Renault-Nissan créée par Ghosn en Hollande, et qui a servi de caisse noire. Sont aussi visés l'ancienne ministre de la justice Rachida Dati ou le lobbyiste Alain Bauer. Tout ce beau monde pourra toujours se réfugier au Liban pour éviter d'être mis en boîte par la justice.

Le plan et l'arrière-plan

Le nouveau Directeur Général veut réduire de 25 % les capacités de production de Renault, passant de 4 millions de véhicules à 3,6 d'ici 2023, et à 3,1 en 2025. Une telle baisse suppose de tailler dans les effectifs et de fermer des sites. Mais De Meo a refusé de donner des précisions dans son plan stratégique, tout en disant qu'il avait un « plan très clair ». Un plan secret genre plan social ? C'est clair, il va falloir un plan de mobilisation pour défendre l'emploi.

R5 : il va falloir se mettre en quatre

De Meo a présenté la nouvelle R5 électrique jeudi dernier. Mais où sera-t-elle fabriquée ? Flins ne serait pas assez rentable. Alors à Douai ? « *Nous examinons la possibilité de localiser la plateforme CMF-EV dans le Nord de la France* », a déclaré De Meo. C'est « *au conditionnel parce que c'est un grand défi d'un point de vue des investissements et des coûts.* » Cela dépendra des concessions faites par les salariés de Renault Douai, MCA et leurs sous-traitants, et de l'argent que l'Etat et les collectivités locales sont prêts à verser. Encore un chantage à l'emploi.

Bons baisés de Russie

Renault veut regrouper Lada sous la bannière Dacia, avec des objectifs de synergies et de convergences industrielles. De quoi avoir des craintes sur l'emploi en Russie comme en Roumanie. D'autant plus qu'en matière industrielle (c'est-à-dire de bas salaire et de productivité), De Meo ne jure que par Tanger. Pour mettre fin à la concurrence entre salariés du groupe, il va falloir passer de la Renaultution à la Révolution.

Le Tech plus ultra

Passer d'un constructeur de véhicule qui intègre de la technologie à une « *boîte de tech qui intègre des véhicules* » sur le modèle de Tesla, tel est l'objectif de De Meo. Tout un programme : l'entreprise d'Elon Muske, l'homme le plus riche du monde, a beau cumuler les ratés, comme le récent rappel de 138 000 véhicules pour raison de sécurité, et un modèle social digne du XIXe siècle, sa capitalisation explose. Rien de tel suite au plan stratégique de De Meo, pas même un frémissement en bourse. N'est pas Musk qui veut.

Un seul avenir : frondeurs du Poitou

Les 292 salariés de la fonderie Fonte d'Ingrandes près de Châtelleraut ont appris la fermeture du site. Renault a créé la fonderie du Poitou en 1978 pour y délocaliser celle de Billancourt. La fonderie travaille aujourd'hui exclusivement pour Renault, qui a décidé de se fournir en Espagne, tandis que la filière prévoit 5 000 suppressions d'emplois sur 13 000 en France. L'heure est à la mobilisation générale.

Sur le web : etincelle-technocentre.com
facebook.com/etincelle.technocentre